



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau et risques  
Tél : 04 68 38 10 94  
Mél : ddtm-ser@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 18 avril 2023

Monsieur,

Par courriel du 11 avril 2023, vous sollicitez une dérogation exceptionnelle aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2023054-0001 du 23 février 2023, relatif à la mise en place de mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau liées à l'état de la ressource superficielle et des nappes souterraines.

La commune d'Elne est inscrite dans la zone de restriction de la Côte Sud où le niveau de gestion « Alerte renforcée » est atteint. En conséquence, certains usages de l'eau sont interdits et d'autres réglementés, comme listés à l'article 5 de l'arrêté pré-cité.

Suite à l'examen de votre demande, je vous informe que la dérogation sollicitée pour l'humidification du circuit Saint-Martin sur la commune d'Elne pour les courses organisées le 29 et 30 avril 2023, et pour un volume prévisionnel de 100 m<sup>3</sup> est accordée sous réserves :

- d'utiliser exclusivement de l'eau de mer, prélevée sur un site avec de l'eau de bonne qualité microbiologique ;
- de limiter l'humidification du sol au seul tracé du circuit ;
- d'optimiser les consommations et de les réduire au strict nécessaire.

Le présent document devra être présenté immédiatement sur demande des agents en charge du contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral sécheresse.

.../...

Monsieur JUANOLA Jean  
3, rue Jean Moulin  
66200 ELNE

Mon service reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Le Chef du Service de l'Eau  
et des Risques,**  
  
**Vincent DARMUZEY**

<sup>1</sup>La décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot 34063 Montpellier Cedex ; téléphone : 04 67 54 81 00) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Cette décision est notifiée à l'intéressé et publiée sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales pendant une durée de 3 mois.